

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 29 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1992	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 204

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2108

Κύρωση Διεθνούς Σύμβασης για την καταστολή των παράνομων πράξεων κατά της ασφάλειας της ναυσιπλοΐας και Πρωτοκόλλου για την καταστολή παράνομων πράξεων κατά της ασφάλειας των σταθερών εγκαταστάσεων στην υφαλοκρηπίδα.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

'Αρθρο πρώτο

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παράγραφος 1 του Συντάγματος, η "Διεθνής Σύμβαση για την καταστολή των παράνομων πράξεων κατά της ασφάλειας της ναυσιπλοΐας", που υπογράφτηκε στη Ρώμη στις 10 Μαρτίου 1988 και το "Πρωτόκολλο για την καταστολή παράνομων πράξεων κατά της ασφάλειας των σταθερών εγκαταστάσεων στην υφαλοκρηπίδα", που υπογράφτηκε στη Ρώμη στις 10 Μαρτίου 1988, των οποίων το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION POUR LA REPRESSION D'ACTES ILLICITES
CONTRE LA SECURITE DE LA NAVIGATION MARITIME

Les Etats Parties à la présente Convention,

AYANT PRESENTS A L'ESPRIT les buts et principes de la Charte des Nations Unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement de relations amicales et de la coopération entre les Etats,

RECONNAISSANT en particulier que chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne, ainsi qu'il est prévu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

PROFONDEMENT PREOCCUPES par l'escalade, dans le monde entier, des actes de terrorisme, sous toutes ses formes, qui mettent en danger ou anéantissent des vies humaines innocentes, compromettent les libertés fondamentales et portent gravement atteinte à la dignité des personnes,

CONSIDERANT que les actes illicites dirigés contre la sécurité de la navigation maritime compromettent la sécurité des personnes et des biens, gênent sérieusement l'exploitation des services maritimes et minent la confiance des peuples du monde dans la sécurité de la navigation maritime,

CONSIDERANT que de tels actes préoccupent gravement la communauté internationale dans son ensemble,

CONVAINCUS de l'urgente nécessité de développer une coopération internationale entre les Etats en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption de mesures efficaces et pratiques destinées à prévenir tous les actes illicites dirigés contre la sécurité de la navigation maritime, et à poursuivre et punir leurs auteurs,

RAPPELANT la résolution 40/61 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 9 décembre 1985, par laquelle il est notamment "demandé instamment à tous les Etats, unilatéralement et en collaboration avec les autres Etats, ainsi qu'aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, de contribuer à l'élimination progressive des causes sous-jacentes du terrorisme international et de prêter une attention spéciale à toutes les situations notamment le colonialisme, le racisme, les situations qui révèlent des

violations massives et flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales et celles qui sont liées à l'occupation étrangère - qui pourraient susciter des actes de terrorisme international et compromettre la paix et la sécurité internationales",

RAPPELANT EN OUTRE que la résolution 40/61 "condamne sans équivoque comme criminels tous les actes, méthodes et pratiques de terrorisme, où qu'ils se produisent et quels qu'en soient les auteurs, notamment ceux qui compromettent les relations amicales entre les Etats et la sécurité de ceux-ci",

RAPPELANT EGALEMENT que, par la résolution 40/61, l'Organisation maritime internationale était invitée à "étudier le problème du terrorisme exercé à bord de navires ou contre des navires, en vue de formuler des recommandations sur les mesures qu'il y aurait lieu de prendre",

AYANT PRESENTE A L'ESPRIT la résolution A.584(14), en date du 20 novembre 1985, de l'Assemblée de l'Organisation maritime internationale, qui demandait la mise au point de mesures visant à prévenir les actes illicites qui compromettent la sécurité des navires et la sûreté de leurs passagers et de leurs équipages,

NOTANT que les actes de l'équipage qui relèvent de la discipline normale du bord ne sont pas visés par la présente Convention,

AFFIRMANT qu'il est souhaitable de garder à l'étude les règles et normes relatives à la prévention et au contrôle des actes illicites contre les navires et les personnes se trouvant à bord de ces navires, en vue de les mettre à jour selon que de besoin, et, à cet égard, prenant note avec satisfaction des mesures visant à prévenir les actes illicites qui compromettent la sécurité des navires et la sûreté de leurs passagers et de leurs équipages, recommandées par le Comité de la sécurité maritime de l'Organisation maritime internationale,

AFFIRMANT EN OUTRE que les questions qui ne sont pas réglementées par la présente Convention continueront d'être régies par les règles et principes du droit international général,

RECONNAISSANT la nécessité pour tous les Etats, dans la lutte contre les actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, de respecter strictement les règles et principes du droit international général,

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Aux fins de la présente Convention, "navire" désigne un bâtiment de mer de quelque type que ce soit qui n'est pas attaché en permanence au fond de la mer et englobe les engins à portance dynamique, les engins submersibles et tous les autres engins flottants.

ARTICLE 2

1 La présente Convention ne s'applique pas :

a) aux navires de guerre; ou

b) aux navires appartenant à un Etat ou exploités par un Etat lorsqu'ils sont utilisés comme navires de guerre auxiliaires ou à des fins de douane ou de police; ou

c) aux navires qui ont été retirés de la navigation ou désarmés.

2 Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux immunités dont jouissent les navires de guerre et les autres navires d'Etat utilisés à des fins non commerciales.

ARTICLE 3

1 Commet une infraction pénale toute personne qui illicitement et intentionnellement :

a) s'empare d'un navire ou en exerce le contrôle par violence ou menace de violence; ou

b) accomplit un acte de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'un navire, si cet acte est de nature à compromettre la sécurité de la navigation du navire; ou

c) détruit un navire ou cause à un navire ou à sa cargaison des dommages qui sont de nature à compromettre la sécurité de la navigation du navire; ou

d) place ou fait placer sur un navire, par quelque moyen que ce soit, un dispositif ou une substance propre à détruire le navire ou à causer au navire ou à sa cargaison des dommages qui compromettent ou sont de nature à compromettre la sécurité de la navigation du navire; ou

e) détruit ou endommage gravement des installations ou services de navigation maritime ou en perturbe gravement le fonctionnement, si l'un de ces actes est de nature à compromettre la sécurité de la navigation d'un navire; ou

f) communique une information qu'elle sait être fausse et, de ce fait, compromet la sécurité de la navigation d'un navire; ou

g) blesse ou tue toute personne, lorsque ces faits présentent un lien de connexité avec l'une des infractions prévues aux alinéas a) à f), que celle-ci ait été commise ou tentée.

2 Commet également une infraction pénale toute personne qui :

a) tente de commettre l'une des infractions prévues au paragraphe 1; ou

b) incite une autre personne à commettre l'une des infractions prévues au paragraphe 1, si l'infraction est effectivement commise, ou est de toute autre manière le complice de la personne qui commet une telle infraction; ou

c) menace de commettre l'une quelconque des infractions prévues aux alinéas b), c) et e) du paragraphe 1, si cette menace est de nature à compromettre la sécurité de la navigation du navire en question, ladite menace étant ou non assortie, selon la législation nationale, d'une condition visant à contraindre une personne physique ou morale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque.

ARTICLE 4

1 La présente Convention s'applique si le navire navigue ou si, d'après son plan de route, il doit naviguer dans des eaux, à travers des eaux ou en provenance d'eaux situées au-delà de la limite extérieure de la mer territoriale d'un seul Etat, ou des limites latérales de sa mer territoriale avec les Etats adjacents.

2 Dans les cas où la Convention n'est pas applicable conformément au paragraphe 1, ses dispositions sont toutefois applicables si l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire d'un Etat Partie autre que l'Etat visé au paragraphe 1.

ARTICLE 5

Tout Etat Partie réprime les infractions prévues à l'article 3 par des peines appropriées qui prennent en considération la nature grave de ces infractions.

ARTICLE 6

1 Tout Etat Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article 3 quand l'infraction est commise :

a) à l'encontre ou à bord d'un navire battant, au moment de la perpétration de l'infraction, le pavillon de cet Etat; ou

b) sur le territoire de cet Etat, y compris sa mer territoriale; ou

c) par un ressortissant de cet Etat.

2 Un Etat Partie peut également établir sa compétence aux fins de connaître de l'une quelconque de ces infractions :

a) lorsqu'elle est commise par une personne apatride qui a sa résidence habituelle dans cet Etat; ou

b) lorsque, au cours de sa perpétration, un ressortissant de cet Etat est retenu, menacé, blessé ou tué; ou

c) lorsqu'elle est commise dans le but de contraindre cet Etat à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir.

3 Tout Etat Partie qui a établi sa compétence pour les cas visés au paragraphe 2 le notifie au Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (dénommé ci-après "le Secrétaire général"). Si ledit Etat Partie abroge ensuite cette législation, il le notifie au Secrétaire général.

4 Tout Etat Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article 3 dans les cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas vers l'un quelconque des Etats Parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

5 La présente Convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément à la législation nationale.

ARTICLE 7

1 S'il estime que les circonstances le justifient et conformément à sa législation, tout Etat Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures nécessaires pour assurer sa présence pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2 Ledit Etat procède immédiatement à une enquête à titre préliminaire en vue d'établir les faits, conformément à sa propre législation.

3 Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 1 du présent article est en droit :

a) de communiquer sans retard avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à établir cette communication ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'Etat sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle;

b) de recevoir la visite d'un représentant de cet Etat.

4 Les droits visés au paragraphe 3 s'exercent dans le cadre des lois et règlements de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction, étant entendu toutefois que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du paragraphe 3.

5 Lorsqu'un Etat Partie a mis une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, les Etats qui ont établi

leur compétence conformément au paragraphe 1 de l'article 6 et, s'il le juge opportun, tous autres Etats intéressés. L'Etat qui procède à l'enquête à titre préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits Etats et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

ARTICLE 8

1 Le capitaine d'un navire d'un Etat Partie (l'"Etat du pavillon") peut remettre aux autorités de tout autre Etat Partie (l'"Etat destinataire") toute personne dont il a de sérieuses raisons de croire qu'elle a commis l'une des infractions prévues à l'article 3.

2 L'Etat du pavillon veille à ce que le capitaine de son navire soit tenu, lorsque cela est possible dans la pratique et si possible avant d'entrer dans la mer territoriale de l'Etat destinataire avec à son bord toute personne qu'il se propose de remettre conformément aux dispositions du paragraphe 1, de notifier aux autorités de l'Etat destinataire son intention de remettre cette personne et les raisons qui motivent cette décision.

3 L'Etat destinataire accepte la remise de ladite personne, sauf s'il a des raisons de croire que la Convention ne s'applique pas aux faits qui motivent la remise, et agit conformément aux dispositions de l'article 7. Tout refus de recevoir une personne doit être motivé.

4 L'Etat du pavillon veille à ce que le capitaine de son navire soit tenu de communiquer aux autorités de l'Etat destinataire les éléments de preuve ayant trait à l'infraction présumée qui sont en sa possession.

5 Un Etat destinataire qui a accepté la remise d'une personne conformément aux dispositions du paragraphe 3 peut à son tour demander à l'Etat du pavillon d'accepter la remise de cette personne. L'Etat du pavillon examine une telle demande et, s'il y donne suite, agit conformément aux dispositions de l'article 7. Si l'Etat du pavillon rejette une demande, il communique à l'Etat destinataire les raisons qui motivent cette décision.

ARTICLE 9

Aucune disposition de la présente Convention n'affecte de quelque façon que ce soit les règles du droit international concernant l'exercice de la compétence des Etats en matière d'enquête ou d'exécution à bord des navires qui ne battent pas leur pavillon.

ARTICLE 10

1 L'Etat Partie sur le territoire duquel l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction est découvert est tenu, dans les cas où l'article 6 s'applique, s'il ne l'extrade pas, de soumettre l'affaire, sans retard et sans aucune exception, que l'infraction ait été ou non commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale selon une procédure conforme à la législation de cet Etat. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute autre infraction de caractère grave conformément aux lois de cet Etat.

2 Toute personne contre laquelle une procédure est engagée en raison d'une des infractions prévues à l'article 3 jouit de la garantie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure, y compris la jouissance de tous les droits et garanties prévus pour une telle procédure par les lois de l'Etat sur le territoire duquel elle se trouve.

ARTICLE 11

1 Les infractions prévues à l'article 3 sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats Parties. Les Etats Parties s'engagent à comprendre ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2 Si un Etat Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat Partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, l'Etat Partie requis a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions prévues à l'article 3. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat Partie requis.

3 Les Etats Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions prévues à l'article 3 comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4 Si nécessaire, entre Etats Parties, les infractions prévues à l'article 3 sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration qu'en un lieu relevant de la juridiction de l'Etat Partie qui demande l'extradition.

5 Un Etat Partie qui reçoit plus d'une demande d'extradition émanant d'Etats qui ont établi leur compétence conformément aux dispositions de l'article 7 et qui décide de ne pas engager de poursuites tient dûment compte, lorsqu'il choisit l'Etat vers lequel l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction doit être extradé, des intérêts et responsabilités de l'Etat Partie dont le navire battait le pavillon au moment de la perpétration de l'infraction.

6 Lorsqu'il examine une demande d'extradition soumise en vertu de la présente Convention au sujet de l'auteur présumé d'une infraction, l'Etat requis tient dûment compte de la question de savoir si cette personne peut exercer ses droits, tels que prévus au paragraphe 3 de l'article 7, dans l'Etat requérant.

7 S'agissant des infractions définies dans la présente Convention, les dispositions de tous les traités et accords d'extradition conclus entre Etats Parties sont modifiées entre Etats Parties dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente Convention.

ARTICLE 12

1 Les Etats Parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions prévues à l'article 3, y compris pour l'obtention des éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2 Les Etats Parties s'acquittent de leurs obligations en vertu du paragraphe 1 en conformité avec tout traité d'entraide judiciaire qui peut exister entre eux. En l'absence d'un tel traité, les Etats Parties s'accordent cette entraide en conformité avec leur législation nationale.

ARTICLE 13

1 Les Etats Parties collaborent à la prévention des infractions prévues à l'article 3, notamment :

a) en prenant toutes les mesures possibles afin de prévenir la préparation, sur leurs territoires respectifs, des infractions destinées à être commises à l'intérieur ou en dehors de leurs territoires;

b) en échangeant des renseignements en conformité avec les dispositions de leur législation nationale et en coordonnant les mesures administratives et autres prises, le cas échéant, afin de prévenir la perpétration des infractions prévues à l'article 3.

2 Lorsque le voyage d'un navire a été retardé ou interrompu, du fait de la perpétration d'une infraction prévue à l'article 3, tout Etat Partie sur le territoire duquel se trouvent le navire, les passagers ou l'équipage, doit faire tout son possible pour éviter que le navire, ses passagers, son équipage ou sa cargaison ne soient indûment retenus ou retardés.

ARTICLE 14

Tout Etat Partie qui a lieu de croire qu'une infraction prévue à l'article 3 sera commise fournit, conformément à sa législation nationale, aussi rapidement que possible, tous renseignements utiles en sa possession aux Etats qui, à son avis, seraient les Etats ayant établi leur compétence conformément à l'article 6.

ARTICLE 15

1 Tout Etat Partie communique aussi rapidement que possible au Secrétaire général, conformément à sa législation nationale, tous renseignements utiles en sa possession relatifs :

a) aux circonstances de l'infraction;

b) aux mesures prises en application du paragraphe 2 de l'article 13;

c) aux mesures prises à l'égard de l'auteur ou de l'auteur présumé de l'infraction et, en particulier, au résultat de toute procédure d'extradition ou autre procédure judiciaire.

2 L'Etat Partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communique, conformément à sa législation nationale, le résultat définitif au Secrétaire général.

3 Les renseignements communiqués conformément aux paragraphes 1 et 2 sont transmis par le Secrétaire général à tous les Etats Parties, aux Membres de l'Organisation maritime internationale (ci-après dénommée "l'Organisation"), aux autres Etats concernés et aux organisations intergouvernementales internationales appropriées.

ARTICLE 16

1 Tout différend entre des Etats Parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation dans un délai raisonnable est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2 Tout Etat peut, au moment où il signe, ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère, déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'une quelconque ou par toutes les dispositions du paragraphe 1. Les autres Etats Parties ne sont pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat Partie qui a formulé une telle réserve.

3 Tout Etat qui a formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 peut à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général.

ARTICLE 17

1 La présente Convention est ouverte le 10 mars 1988 à Rome à la signature des Etats participant à la Conférence internationale sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et du 14 mars 1988 au 9 mars 1989 au Siège de l'Organisation à la signature de tous les Etats. Elle reste ensuite ouverte à l'adhésion.

2 Les Etats peuvent exprimer leur consentement à être liés par la présente Convention par :

a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou

b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

c) adhésion.

3 La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

ARTICLE 18

1 La présente Convention entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle quinze Etats ont, soit signé la Convention sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2 Pour un Etat qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention ou d'adhésion à celle-ci après que les conditions régissant son entrée en vigueur ont été remplies, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prend effet quatre-vingt-dix jours après la date du dépôt.

ARTICLE 19

1 La présente Convention peut être dénoncée par l'un quelconque des Etats Parties à tout moment après l'expiration d'une période de un an à compter de la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur à l'égard de cet Etat.

2 La dénonciation s'effectue au moyen du dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général.

3 La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général a reçu l'instrument de dénonciation ou à l'expiration de tout délai plus long énoncé dans cet instrument.

ARTICLE 20

1 Une conférence peut être convoquée par l'Organisation en vue de réviser ou de modifier la présente Convention.

2 Le Secrétaire général convoque une conférence des Etats Parties à la présente Convention pour réviser ou modifier la Convention, à la demande d'un tiers des Etats Parties ou de dix Etats Parties, si ce dernier chiffre est plus élevé.

3 Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention est réputé s'appliquer à la Convention telle que modifiée.

ARTICLE 21

1 La présente Convention est déposée auprès du Secrétaire général.

2 Le Secrétaire général :

a) informe tous les Etats qui ont signé la présente Convention ou y ont adhéré ainsi que tous les Membres de l'Organisation :

i) de toute nouvelle signature ou de tout dépôt d'un nouvel instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que de leur date;

ii) de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention;

iii) du dépôt de tout instrument de dénonciation de la présente Convention ainsi que de la date à laquelle il a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

iv) de la réception de toute déclaration ou notification faite en vertu de la présente Convention;

b) transmet des copies certifiées conformes de la présente Convention à tous les Etats qui l'ont signée ou qui y ont adhéré.

3 Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme en est transmise par le Dépositaire au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour être enregistrée et publiée conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 22

La présente Convention est établie en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature à la présente Convention.

FAIT A ROME ce dix mars mil neuf cent quatre-vingt-huit.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΑΤΑΣΤΟΛΗ ΤΩΝ ΠΑΡΑΝΟΜΩΝ ΠΡΑΞΕΩΝ ΚΑΤΑ ΤΗΣ ΑΣΦΑΛΕΙΑΣ ΤΗΣ ΝΑΥΣΙΠΛΟΪΑΣ

Τα Συμβαλλόμενα Κράτη, στην παρούσα Σύμβαση,

ΕΧΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ τους σκοπούς και τις αρχές του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, σχετικά με τη διατήρηση της διεθνούς ειρήνης και ασφάλειας και την προαγωγή των φιλικών σχέσεων και της συνεργασίας μεταξύ των Κρατών,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ιδιαίτερα ότι καθένας έχει το δικαίωμα πάνω στη ζωή, την ελευθερία και την ασφάλεια του προσώπου του, όπως τούτο ορίζεται από την Οικουμενική Διακήρυξη των Ανθρώπινων Δικαιωμάτων και του Διεθνούς Συμφώνου περί των αστικών και πολιτικών δικαιωμάτων,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ΟΤΙ ΤΑ ΑΠΑΣΧΟΛΕΙ ΣΟΒΑΡΑ η ταχεία εξάπλωση, παγκόσμια, των πράξεων τρομοκρατίας, όλων των μορφών, οι οποίες βάζουν σε κίνδυνο ή προσβάλλουν αθώες ανθρώπινες ζωές, βάζοντας σε κίνδυνο τις θεμελιώδεις ελευθερίες και πλήττοντας σοβαρά την αξιοπρέπεια των προσώπων,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ότι οι παράνομες πράξεις κατά της ασφάλειας της ναυσιπλοΐας βάζουν σε κίνδυνο την ασφάλεια προσώπων και πραγμάτων, παρενοχλούν σοβαρά την εκμετάλλευση των ναυτιλιακών υπηρεσιών και υπονομεύουν την εμπιστοσύνη των λαών της υφηλίου σε ό,τι αφορά την ασφάλεια της ναυσιπλοΐας,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ότι τέτοιες πράξεις απασχολούν σοβαρά το σύνολο της διεθνούς κοινότητας,

ΕΧΟΝΤΑΣ ΠΕΙΣΘΕΙ ότι είναι επείγουσα ανάγκη να αναπτυχθεί διεθνής συνεργασία μεταξύ των Κρατών σε ό,τι αφορά την επινόηση και υιοθέτηση αποτελεσματικών μέτρων και διαδικασιών για την πρόληψη όλων των παράνομων πράξεων οι οποίες στρέφονται κατά της ασφάλειας της ναυσιπλοΐας, και για τη δίωξη και τιμωρία των δραστών αυτών των πράξεων,

ΥΠΕΝΘΥΜΙΖΟΝΤΑΣ την υπ' αριθμ. 40/61 απόφαση της Γενικής Συνέλευσης των Ηνωμένων Εθνών στις 9 Δεκεμβρίου 1985, με την οποία ειδικά "καλούνται όλα τα Κράτη, μονομερώς ή σε συνεργασία με τα υπόλοιπα Κράτη, καθώς και με τα αρμόδια όργανα των Ηνωμένων Εθνών, να συμβάλλουν στον προοδευτικό περιορισμό των αιτιών της διεθνούς τρομοκρατίας οι οποίες υποβόσκουν και να αποδώσουν ιδιαίτερη προσοχή σε κάθε περίπτωση - ιδιαίτερα στον αποικισμό, το ρατσισμό, τις περιπτώσεις οι οποίες είναι απόρροια μαζικών και πρόδηλων παραβιάσεων των δικαιωμάτων του ανθρώπου και των θεμελιωδών Ελευθεριών και των Ελευθεριών οι οποίες έχουν σχέση με την ξένη κατοχή - οι οποίες θα μπορέσουν να προκαλέσουν πράξεις διεθνούς τρομοκρατίας και οι οποίες θα μπορούσαν να βάλουν σε κίνδυνο τη διεθνή ειρήνη και ασφάλεια",

ΥΠΕΝΘΥΜΙΖΟΝΤΑΣ ΕΞΑΛΛΟΥ ότι η υπ' αριθμ. 40/61 απόφαση "καταδικάζει κατηγορηματικά ως εγκληματικές όλες

τις πράξεις, μεθόδους ή πρακτικές τρομοκρατίας, όπου και αν αυτές γίνονται και όποιοι κι αν είναι οι δράστες αυτών των πράξεων, ειδικά αυτές που βάζουν σε κίνδυνο τις φιλικές μεταξύ των Κρατών σχέσεις και την ασφάλειά τους",

ΥΠΕΝΘΥΜΙΖΟΝΤΑΣ ΕΠΙΣΗΣ ότι, με την υπ' αριθμ. 40/61 απόφαση, ο Διεθνής Ναυτιλιακός Οργανισμός εκλήθη για να "μελετήσει το πρόβλημα της τρομοκρατίας η οποία ασκείται πάνω σε πλοίο ή εναντίον πλοίου για τη διατύπωση προτάσεων ως προς τα μέτρα τα οποία θα κρίνονταν αναγκαία",

ΕΧΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ την υπ' αριθμ. Α. 584 (14) απόφαση της 20ής Νοεμβρίου 1985, της Συνέλευσης του Διεθνούς Ναυτιλιακού Οργανισμού ο οποίος ζητούσε να ορισθούν μέτρα για την πρόληψη των παράνομων πράξεων, οι οποίες βάζουν σε κίνδυνο την ασφάλεια του πλοίου και την ασφάλεια των επιβατών και πληρώματος πάνω σε αυτό,

ΣΗΜΕΙΩΝΟΝΤΑΣ ότι η παρούσα Σύμβαση δεν αφορά την τέλεση από το πλήρωμα των πράξεων οι οποίες προκύπτουν από τη συνήθη πάνω στο πλοίο πειθαρχία,

ΕΠΙΒΕΒΑΙΩΝΟΝΤΑΣ ότι επιθυμούν να συνεχίσουν να μελετούν τους κανόνες και τις προδιαγραφές που είναι σχετικές με την πρόληψη και τον έλεγχο των παράνομων πράξεων εναντίον των πλοίων και των προσώπων που βρίσκονται πάνω σε αυτά τα πλοία, για την γνωστοποίησή τους αφού είναι αναγκαίο, και σημειώνοντας με ικανοποίηση, γι' αυτό, τα μέτρα για την πρόληψη των παράνομων πράξεων κατά των επιβατών και πληρωμάτων των πλοίων, μέτρα τα οποία προτείνονται από την Επιτροπή Ναυτικής Ασφάλειας του Διεθνούς Ναυτιλιακού Οργανισμού,

ΕΠΙΒΕΒΑΙΩΝΟΝΤΑΣ ΕΞΑΛΛΟΥ ότι τα ζητήματα τα οποία δεν ρυθμίζονται με την παρούσα Σύμβαση θα συνεχίσουν να διέπονται από τους κανόνες και τις αρχές του γενικού διεθνούς δικαίου,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι είναι αναγκαίο για όλα τα Κράτη, στον αγώνα κατά των παράνομων πράξεων, οι οποίες στρέφονται κατά της ασφάλειας της ναυσιπλοΐας, να τηρήσουν αυστηρά τους κανόνες και τις αρχές του γενικού διεθνούς δικαίου.

ΣΥΝΑΠΟΔΕΧΘΗΚΑΝ τα εξής:

ΑΡΘΡΟ ΠΡΩΤΟ

Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, "πλοίο" θεωρείται ένα σκάφος οποιουδήποτε τύπου, το οποίο δεν είναι μόνιμα προσδεδεμένο στο βυθό της θάλασσας και με το οποίο εννοούνται τα δυναμικώς υποστηριζόμενα σκάφη, τα βυθιζόμενα σκάφη ή κάθε άλλο πλωτό σκάφος.

ΑΡΘΡΟ ΔΕΥΤΕΡΟ

1. Η παρούσα Σύμβαση δεν εφαρμόζεται:

α) στα πολεμικά πλοία,

β) σε αυτά που ανήκουν σε ένα Κράτος ή που εκμεταλλεύεται ένα Κράτος, όταν τα πλοία αυτά χρησιμοποιούνται ως βοηθητικά πολεμικά πλοία ή για τελωνειακούς ή αστυνομικούς σκοπούς ή

γ) στα παροπλισμένα πλοία ή σε αυτά που έχουν αποσυρθεί από τη ναυσιπλοΐα.

Καμία διάταξη της παρούσας Σύμβασης δεν επηρεάζει την ασυλία της οποίας χαίρουν τα πολεμικά πλοία και τα λοιπά κρατικά πλοία τα οποία χρησιμοποιούνται για μη εμπορικούς σκοπούς.

ΑΡΘΡΟ 3

1. Διαπράττει ποινική παράβαση κάθε πρόσωπο που παράνομα και σκόπιμα:

α) με βία ή απειλή βίας καταλαμβάνει το πλοίο ή ασκεί έλεγχο σε αυτό ή

β) προβαίνει σε πράξη βίας εναντίον προσώπου πάνω σε πλοίο, εφόσον αυτή η πράξη θα μπορούσε να βάλει σε κίνδυνο την ασφάλεια του εν λόγω σκάφους εν πλω ή

γ) καταστρέφει πλοίο ή επιφέρει ζημία στο εν λόγω πλοίο ή στο φορτίο του, από την οποία προκύπτει ή μπορεί να προκύψει κίνδυνος σε ό,τι αφορά την ασφαλή ναυσιπλοΐα αυτού του πλοίου ή

δ) τοποθετεί πάνω σε πλοίο συσκευή ή ουσία ή προκαλεί την τοποθέτηση πάνω σε τέτοιο πλοίο με οποιονδήποτε τρόπο, συσκευής ή ουσίας από την οποία μπορεί να προκύψει κίνδυνος καταστροφής του σκάφους ή κίνδυνος βλάβης του φορτίου του ή πιθανόν να θέσει σε κίνδυνο την ασφαλή ναυσιπλοΐα αυτού του πλοίου ή

ε) καταστρέφει ή επιφέρει σοβαρές ζημίες στις ευκολίες ναυσιπλοΐας ή εμποδίζει σοβαρά τη λειτουργία τέτοιων ευκολιών, εφόσον οποιαδήποτε τέτοια πράξη μπορεί να βάλει σε κίνδυνο την ασφαλή ναυσιπλοΐα του πλοίου ή

στ) διαβιβάζει πληροφορίες, τις οποίες γνωρίζει ότι είναι ψευδείς βάζοντας σε κίνδυνο την ασφαλή ναυσιπλοΐα του πλοίου ή

ζ) τραυματίζει ή δολοφονεί πρόσωπο, όταν αυτά τα γεγονότα συνδέονται με οποιαδήποτε παράβαση που προβλέπεται από τα εδάφια α) και στ), είτε αυτή ετελέσθη είτε έγινε απόπειρα τελέσεώς της.

2. Τελεί επίσης αξιόποινη παράβαση κάθε πρόσωπο το οποίο:

α) αποπειράται να τελέσει οποιαδήποτε από τις παραβάσεις που προβλέπονται από την παράγραφο 1 ή

β) προτρέπει άλλο πρόσωπο να τελέσει οποιαδήποτε παράβαση από εκείνες, που προβλέπονται από την παράγραφο 1, εφόσον αυτή η παράβαση πράγματι τελείται, ή είναι με οποιονδήποτε τρόπο συνεργός του προσώπου, το οποίο τελεί οποιαδήποτε τέτοια παράβαση ή

γ) απειλεί ότι θα τελέσει οποιαδήποτε παράβαση από εκείνες που προβλέπονται από τα εδάφια β), γ) και ε) της παραγράφου 1, εφόσον οποιαδήποτε τέτοια απειλή μπορεί να βάλει σε κίνδυνο την ασφαλή ναυσιπλοΐα του εν λόγω πλοίου, ανεξάρτητα από το εάν η εν λόγω απειλή συνδυάζεται ή όχι, σύμφωνα με την εσωτερική νομοθεσία, με αίρεση η οποία προσβλέπει στον πειθαναγκασμό φυσικού ή νομικού προσώπου να τελέσει ή να απέχει από την τέλεση κάποιας πράξης.

ΑΡΘΡΟ 4

1. Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται εάν το πλοίο ναυσιπλοεί ή σύμφωνα με το σχέδιο πλου πρέπει να πλεύσει σε ύδατα, δια μέσου υδάτων ή από ύδατα τα οποία βρίσκονται πέρα από το εξωτερικό όριο των χωρικών υδάτων ενός Κράτους, ή από τα παράπλευρα όρια των χωρικών του υδάτων με τα παρακείμενα Κράτη.

2. Στις περιπτώσεις στις οποίες η Σύμβαση δεν είναι εφαρμόσιμη σύμφωνα με την παράγραφο 1, οι διατάξεις της εφαρμόζονται εντούτοις εφόσον ο δράστης ή ο εικαζόμενος δράστης της παραβάσεως ανακαλυφθεί μέσα στην επικράτεια Συμβαλλόμενου Κράτους άλλου από αυτό που

αναφέρεται στην παράγραφο 1.

ΑΡΘΡΟ 5

Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος καταστέλλει τις προβλεπόμενες από το άρθρο 3 παραβάσεις με κατάλληλες ποινές, οι οποίες λαμβάνουν υπ' όψη την σοβαρότητα των παραβάσεων αυτών.

ΑΡΘΡΟ 6

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος παίρνει τα αναγκαία μέτρα για την ενάσκηση της δικαιοδοσίας του σε ό,τι αφορά τις παραβάσεις, που προβλέπονται από το άρθρο 3, όταν η παράβαση διαπράττεται:

α) εναντίον ή πάνω σε πλοίο, το οποίο, κατά το χρόνο της τέλεσης της παράβασης, πλέει υπό τη σημαία του Κράτους αυτού ή

β) στο έδαφος του Κράτους αυτού, συμπεριλαμβανόμενων των χωρικών υδάτων αυτού ή

γ) από κάποιον υπήκοο του εν λόγω Κράτους.

2. Ένα Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί επίσης να καθιερώσει τη δικαιοδοσία του σε οποιαδήποτε από τις εν λόγω παραβάσεις:

α) όταν τελείται από πρόσωπο το οποίο είναι άπατρις και έχει τη συνήθη του διαμονή στο Κράτος αυτό ή

β) όταν, κατά την τέλεση αυτής, κάποιος υπήκοος του εν λόγω Κράτους αιχμαλωτίσθηκε, απειλήθηκε, τραυματίσθηκε ή φονεύθηκε ή

γ) όταν τελέσθηκε με το σκοπό να πειθαναγκασθεί το εν λόγω Κράτος να διαπράξει κάποια πράξη ή να απέχει από αυτήν.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος, το οποίο ενασκεί τη δικαιοδοσία του στις περιπτώσεις, που αναφέρονται στην παράγραφο 2, αναφέρει τούτο στο Γενικό Γραμματέα του Διεθνούς Ναυτιλιακού Οργανισμού (από δω και πέρα "ο Γενικός Γραμματέας"). Εάν το εν λόγω Συμβαλλόμενο Κράτος καταργεί στη συνέχεια τη νομοθεσία αυτήν, το αναφέρει στο Γενικό Γραμματέα.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος θα παίρνει τα αναγκαία μέτρα με σκοπό να ενασκήσει τη δικαιοδοσία του σε ό,τι αφορά τις παραβάσεις που προβλέπονται από το άρθρο 3 στην περίπτωση που ο εικαζόμενος δράστης της παραβάσεως βρίσκεται στο έδαφός του και στην περίπτωση που το εν λόγω Κράτος δεν τον εκδίδει σε ένα από τα Συμβαλλόμενα Κράτη, τα οποία καθιέρωσαν τη δικαιοδοσία τους, σύμφωνα με τις παραγράφους 1 και 2 του παρόντος άρθρου.

5. Η παρούσα Σύμβαση δεν αποκλείει οποιαδήποτε ποινική δικαιοδοσία, που ασκείται σύμφωνα με την εσωτερική νομοθεσία.

ΑΡΘΡΟ 7

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος πάνω στο έδαφος του οποίου βρίσκεται ο δράστης ή ο εικαζόμενος δράστης της παράβασης, εφόσον θεωρεί ότι οι περιστάσεις το επιβάλλουν, εξασφαλίζει την κράτηση του προσώπου αυτού ή παίρνει κάθε άλλο αναγκαίο μέτρο για να εξασφαλίσει την παρουσία του. Αυτή η κράτηση και τα μέτρα αυτά πρέπει να είναι σύμφωνα με τη νομοθεσία του εν λόγω Κράτους και δεν μπορούν να διατηρηθούν παρά μόνο για το αναγκαίο διάστημα για την έναρξη της ποινικής δίωξης ή της διαδικασίας έκδοσης.

2. Το εν λόγω Κράτος οφείλει να διενεργήσει αμέσως, σύμφωνα με τη νομοθεσία του, προανάκριση για να εξακριβώσει τα πραγματικά γεγονότα.

3. Κάθε πρόσωπο εναντίον του οποίου ελήφθησαν τα μέτρα που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου θα δικαιούται:

α) να επικοινωνήσει χωρίς καθυστέρηση με τον κοντινότερο αρμόδιο εκπρόσωπο του Κράτους, του οποίου έχει την ιθαγένεια ή διαφορετικά δικαιούται τέτοια επικοινωνία ή εάν είναι άπατρις με το Κράτος στο έδαφος του οποίου έχει τη συνήθη του διαμονή,

β) να δεχθεί την επίσκεψη ενός αντιπροσώπου του εν λόγω Κράτους.

4. Τα δικαιώματα που αναφέρονται στην παράγραφο 3 θα ασκούνται ανάλογα και σύμφωνα με τους νόμους και τους κανονισμούς του Κράτους, στο έδαφος του οποίου βρίσκεται ο δράστης ή ο εικαζόμενος δράστης της παράβασης, με τον όρο ότι οι προαναφερθέντες νόμοι και κανονισμοί θα μπορούν να έχουν πλήρη εφαρμογή για τους σκοπούς για τους οποίους τα δικαιώματα αυτά παρέχονται σύμφωνα με την παράγραφο 3.

5. Όταν ένα Συμβαλλόμενο Κράτος θέτει σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου ένα πρόσωπο υπό κράτηση, θα γνωστοποιεί αμέσως στα Κράτη τα οποία καθιέρωσαν τη δικαιοδοσία τους, σύμφωνα με την παράγραφο 1 του άρθρου 6, καθώς και οποιοδήποτε άλλο ενδιαφερόμενο Κράτος, εφόσον το κρίνει σκόπιμο, ότι το πρόσωπο αυτό βρίσκεται υπό κράτηση και τις περιστάσεις στις οποίες θεωρήθηκε αναγκαία η κράτησή του. Το Κράτος το οποίο κάνει την προκαταρκτική ανάκριση, όπως αναφέρεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου, θα ανακοινώσει χωρίς καθυστέρηση τα πορίσματά του στα πιο πάνω Κράτη και θα δηλώσει, εάν προτίθεται να ασκήσει τη δικαιοδοσία του.

ΑΡΘΡΟ 8

1. Ο κυβερνήτης πλοίου ενός Συμβαλλόμενου Κράτους ("Κράτος της σημαίας") μπορεί να παραδώσει στις Αρχές οποιουδήποτε από τα Συμβαλλόμενα Κράτη ("Κράτος-αποδέκτης") κάθε πρόσωπο για το οποίο έχει βάσιμους λόγους να πιστεύει ότι τέλεσε μία από τις προβλεπόμενες από το άρθρο 3 παραβάσεις.

2. Το Κράτος της σημαίας επιλαμβάνεται ώστε ο κυβερνήτης του πλοίου πάνω στο οποίο βρίσκεται κάποιο πρόσωπο, το οποίο προτίθεται να παραδώσει, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1, να μπορεί να γνωστοποιήσει, αμέσως μόλις τούτο είναι πρακτικά εφικτό, και, εάν είναι δυνατόν πριν από την είσοδο στα χωρικά ύδατα του Κράτους - αποδέκτη, στις Αρχές του Κράτους - αποδέκτη την πρόθεσή του να παραδώσει το πρόσωπο αυτό και τους λόγους για την ενέργειά του αυτή.

3. Το Κράτος - αποδέκτης θα αποδέχεται την παράδοση του πιο πάνω προσώπου, εκτός εάν έχει λόγους να πιστεύει ότι η Σύμβαση δεν εφαρμόζεται στις περιστάσεις στις οποίες θεωρήθηκε αναγκαία η παράδοση, και θα ενεργεί σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 7. Κράτος που αρνείται να δεχθεί πρόσωπο οφείλει να διατυπώνει τους λόγους για την ενέργεια αυτή.

4. Το Κράτος της σημαίας θα επιλαμβάνεται, ώστε ο κυβερνήτης του πλοίου του να μπορεί να γνωστοποιεί στις Αρχές του Κράτους - αποδέκτη τα αποδεικτικά στοιχεία που έχει στη διάθεσή του και που είναι σχετικά με την

εικαζόμενη παράβαση.

5. Κράτος - αποδέκτης που αποδέχθηκε την παράδοση προσώπου, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3, θα μπορεί με τη σειρά του να ζητά από το Κράτος της σημαίας την αποδοχή της παράδοσης του προσώπου αυτού. Το Κράτος της σημαίας θα εξετάζει το αίτημα αυτό και, εάν το αποδεχθεί, θα ενεργεί σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 7. Άρνηση αποδοχής κάποιου προσώπου θα πρέπει να είναι αιτιολογημένη.

ΑΡΘΡΟ 9

Καμία διάταξη της παρούσας Σύμβασης δεν μπορεί να προσβάλλει με οποιονδήποτε τρόπο τους κανόνες του διεθνούς δικαίου, που είναι σχετικοί με την άσκηση της δικαιοδοσίας των Κρατών σε ό,τι αφορά την έρευνα ή την τέλεση πάνω σε πλοία, τα οποία δεν πλέουν υπό τη σημαία τους.

ΑΡΘΡΟ 10

1. Το Συμβαλλόμενο Κράτος στην επικράτεια του οποίου ανακαλύφθηκε και κρατείται ο δράστης ή ο εικαζόμενος δράστης της παράβασης, στις περιπτώσεις όπου εφαρμόζεται το άρθρο 6, εφόσον δεν εκδίδει αυτόν, υποχρεούται χωρίς καθυστέρηση και χωρίς καμία εξαίρεση και ανεξάρτητα από το εάν η παράβαση τελέστηκε ή όχι στην επικράτειά του, να υποβάλει την υπόθεση στις αρμόδιες αρχές του, με σκοπό την ποινική δίωξη και με διαδικασία σύμφωνα με τους νόμους του Κράτους αυτού. Οι Αρχές αυτές θα πάρουν την απόφασή τους σα να επρόκειτο για παράβαση σοβαρής φύσης του κοινού δικαίου, σύμφωνα με τη νομοθεσία του Κράτους αυτού.

2. Κάθε πρόσωπο εναντίον του οποίου έχει ασκηθεί δίωξη για μια από τις παραβάσεις που προβλέπονται στο άρθρο 3, θα έχει εγγυημένη και δίκαιη μεταχείριση σε όλα τα στάδια της διαδικασίας και θα απολαμβάνει όλα τα δικαιώματα και τις εγγυήσεις, που προβλέπονται για μια τέτοια διαδικασία από τους νόμους του Κράτους στο έδαφος του οποίου βρίσκεται αυτός.

ΑΡΘΡΟ 11

1. Οι παραβάσεις που προβλέπονται από το άρθρο 3 θα θεωρηθούν αυτοδίκαια ως παραβάσεις, που υπόκεινται σε έκδοση σε οποιαδήποτε συνθήκη περί εκδόσεως, που έχει συναφθεί μεταξύ των Συμβαλλόμενων Κρατών. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να συμπεριλάβουν αυτές τις παραβάσεις ως παραβάσεις, που υπόκεινται σε έκδοση, σε κάθε συνθήκη περί εκδόσεως, που έχει υπογραφεί από αυτά.

2. Εάν ένα από τα Συμβαλλόμενα Κράτη το οποίο εξαρτά την έκδοση από την ύπαρξη σύμβασης, δεχθεί αίτηση έκδοσης από άλλο Συμβαλλόμενο Κράτος με το οποίο δεν συνδέεται με συνθήκη έκδοσης, το Κράτος που ζητά την έκδοση μπορεί να θεωρήσει ότι η παρούσα Σύμβαση αποτελεί τη νομική βάση για έκδοση, σε σχέση με τις παραβάσεις που προβλέπονται από το άρθρο 3. Η έκδοση θα υπόκειται στους υπόλοιπους όρους που προβλέπονται από το δίκαιο του Συμβαλλόμενου Κράτους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση.

3. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη, που δεν υποχρεούνται σε έκδοση βάσει υπάρχουσας συνθήκης, θα αναγνωρίσουν τις παραβάσεις που προβλέπονται από το άρθρο 3, ως παραβάσεις που υπόκεινται σε έκδοση, με τους όρους που προβλέπονται από το δίκαιο του Κράτους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση.

4. Εάν είναι αναγκαίο, μεταξύ των Συμβαλλόμενων Κρατών, οι παραβάσεις του άρθρου 3 θεωρούνται για έκδοση σαν να έχουν τελεσθεί, όχι μόνο στον τόπο όπου διαπράχθηκαν, αλλ' επίσης και στον τόπο όπου καθιερώνει τη δικαιοδοσία του το Συμβαλλόμενο Κράτος που ζητά την έκδοση.

5. Συμβαλλόμενο Κράτος, το οποίο δέχεται περισσότερες από μια αιτήσεις έκδοσης εκ μέρους των Κρατών τα οποία έχουν καθιερώσει τη δικαιοδοσία τους σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 7 και το οποίο αποφασίζει να μην ασκήσει ποινική δίωξη, θα πρέπει να λαμβάνει υπ' όψη του, κατά την επιλογή του Κράτους στο οποίο θα οφείλει να εκδοθεί ο δράστης ή ο εικαζόμενος δράστης, τα συμφέροντα και τις ευθύνες του Συμβαλλόμενου Κράτους υπό τη σημαία του οποίου έπλεε το πλοίο κατά το χρόνο της τέλεσης της παράβασης.

6. Όταν εξετάζει αίτηση έκδοσης του εικαζόμενου δράστη κάποιας παράβασης, αίτηση που έχει υποβληθεί δυνάμει της παρούσας Σύμβασης, θα πρέπει να γνωρίζει το Κράτος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, εάν το εν λόγω πρόσωπο μπορεί να ασκήσει, στο Κράτος που ζητά την έκδοσή του, τα δικαιώματά του, όπως αυτά προβλέπονται από την παράγραφο 3 του άρθρου 7.

7. Σε ό,τι αφορά τις παραβάσεις που έχουν ορισθεί στην παρούσα Σύμβαση, οι διατάξεις που προβλέπονται σε όλες τις συνθήκες και συμφωνίες περί έκδοσης που συνάφθηκαν μεταξύ των Συμβαλλόμενων Κρατών, μπορούν να τροποποιηθούν μεταξύ των Συμβαλλόμενων Κρατών, εφόσον αυτές είναι ασυμβίβαστες με την παρούσα Σύμβαση.

ΑΡΘΡΟ 12

1. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη θα παρέχουν αμοιβαία την πιο ευρεία δικαστική συνδρομή σε κάθε ποινική διαδικασία που είναι σχετική με τις παραβάσεις που προβλέπονται από το άρθρο 3, συμπεριλαμβανόμενης και της παροχής αποδείξεων, τις οποίες διαθέτουν, αναγκαίων για την εν γένει διαδικασία.

2. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη εκπληρούν τις υποχρεώσεις τους δυνάμει της παραγράφου 1, σύμφωνα με κάθε συνθήκη περί αμοιβαίας δικαστικής συνδρομής, η οποία είναι δυνατό να υπάρχει μεταξύ τους. Στην περίπτωση όπου υφίσταται τέτοια συνθήκη, τα Συμβαλλόμενα Κράτη παρέχουν αμοιβαία την εν λόγω δικαστική συνδρομή, σύμφωνα με τις εσωτερικές τους νομοθεσίες.

ΑΡΘΡΟ 13

1. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη θα συνεργαστούν για την πρόληψη των παραβάσεων που προβλέπονται από το άρθρο 3 και ιδιαίτερα:

α) Θα πάρουν όλα τα δυνατά μέτρα της πρόληψης προπαρασκευών στα εδάφη τους για την εκτέλεση τέτοιων παραβάσεων μέσα ή έξω από το έδαφός τους.

β) Θα ανταλλάσουν πληροφορίες σύμφωνα με τις διατάξεις των εσωτερικών τους νομοθεσιών και θα συντονίζουν τη λήψη διοικητικής ή άλλης φύσης μέτρων, τα οποία κρίνουν αναγκαία για την πρόληψη εκτέλεσης τέτοιων παραβάσεων που προβλέπονται από το άρθρο 3.

2. Εάν το ταξίδι πλοίου καθυστερήσει ή διακοπεί από την τέλεση μιας από τις προβλεπόμενες από το άρθρο 3 παραβάσεις, κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος μέσα στην επικράτεια του οποίου ευρίσκεται το πλοίο, οι επιβάτες ή το πλήρωμα, οφείλει να καταβάλλει κάθε δυνατή προσπάθεια προς αποφυγή ανάρμοστης κράτησης ή καθυστέρησης του πλοίου και των επιβατών, του πληρώματος και του φορτίου πάνω σε αυτό.

ΑΡΘΡΟ 14

Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος το οποίο έχει λόγους να πιστεύει ότι πρόκειται να τελεστεί μια από τις παραβάσεις που προβλέπονται στο άρθρο 3, παρέχει σύμφωνα με το εσωτερικό του δίκαιο, το ταχύτερο δυνατόν, κάθε χρήσιμη πληροφορία την οποία κατέχει στα Κράτη τα οποία πιστεύει ότι είναι τα Κράτη που καθιέρωσαν τη δικαιοδοσία τους σύμφωνα με το άρθρο 6.

ΑΡΘΡΟ 15

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος, σύμφωνα με το εσωτερικό του δίκαιο, αναφέρει, το ταχύτερο δυνατόν, στο Γενικό Γραμματέα κάθε σχετική χρήσιμη πληροφορία που κατέχει σε ό,τι αφορά:

α) τις συνθήκες της παράβασης,

β) τα μέτρα που ελήφθησαν κατ' εφαρμογή της παραγράφου 2 του άρθρου 13,

γ) τα μέτρα που ελήφθησαν αναφορικά με το δράστη ή τον εικαζόμενο δράστη της παράβασης, και ειδικότερα, τα αποτελέσματα οποιασδήποτε διαδικασίας έκδοσης ή άλλης νομικής διαδικασίας.

2. Το Συμβαλλόμενο Κράτος όπου ασκήθηκε ποινική δίωξη εναντίον του εικαζόμενου δράστη της παράβασης, θα ανακοινώσει σύμφωνα με την εσωτερική τού νομοθεσία το τελικό αποτέλεσμα της διαδικασίας προς το Γενικό Γραμματέα.

3. Ο Γενικός Γραμματέας θα διαβιβάσει τις πληροφορίες που του ανακοινώθηκαν, σύμφωνα με τις παραγράφους 1 και 2, προς όλα τα Συμβαλλόμενα Κράτη, τα Μέλη του Διεθνούς Ναυτιλιακού Οργανισμού (από δω και πέρα "ο Οργανισμός"), τα άλλα ενδιαφερόμενα Κράτη και τους αρμόδιους διεθνείς διακυβερνητικούς οργανισμούς.

ΑΡΘΡΟ 16

1. Κάθε διαφορά μεταξύ των Συμβαλλόμενων Κρατών, που αφορά στην ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης, η οποία δεν μπορεί να διευθετηθεί μέσα σε λογική προθεσμία με διαπραγματεύσεις, θα υποβάλλεται με αίτηση του ενός από αυτά σε διαιτησία. Εάν μέσα σε έξι μήνες από την ημερομηνία της αίτησης διαιτησίας, τα μέρη δεν συμφωνήσουν σχετικά με την οργάνωση της διαιτησίας, οποιοδήποτε από τα μέρη αυτά μπορεί να υποβάλει τη διαφωνία στο Δικαστήριο της Διεθνούς Δικαιοσύνης με αίτηση σύμφωνα με το καταστατικό του Δικαστηρίου.

2. Κάθε Κράτος μπορεί κατά την υπογραφή, επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση της παρούσας Σύμβασης ή κατά την προσχώρηση σε αυτή, να δηλώσει ότι δεν θεωρεί ότι δεσμεύεται με οποιαδήποτε διάταξη ή με όλες τις διατάξεις της παραγράφου 1.

Τα άλλα Συμβαλλόμενα Κράτη δε θα θεωρούνται ότι δεσμεύονται με τις πιο πάνω διατάξεις απέναντι σε Συμβαλλόμενο Κράτος, που έχει διατυπώσει τέτοια επιφύλαξη.

3. Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Κράτος που έχει διατυπώσει επιφύλαξη, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 2, μπορεί οποτεδήποτε να αποσύρει την επιφύλαξη αυτή με γνωστοποίηση που να απευθύνεται προς το Γενικό Γραμματέα.

ΑΡΘΡΟ 17

1. Η παρούσα Σύμβαση θα ανοιγεί προς υπογραφή στη Ρώμη στις 10 Μαρτίου 1988 από τα Κράτη που συμμετέχουν στη Διεθνή Διάσκεψη περί καταστολής παράνομων πράξεων κατά της ασφάλειας της ναυσιπλοΐας. Η Σύμβαση θα ανοιγεί προς υπογραφή από όλα τα Κράτη στην Έδρα του Οργανισμού από τις 14 Μαρτίου μέχρι τις 9 Μαρτίου 1988. Η παρούσα Σύμβαση θα είναι ανοικτή προς υπογραφή.

2. Τα Κράτη μπορούν να δηλώσουν ότι επιθυμούν να δεσμευτούν από την παρούσα Σύμβαση με:

α) υπογραφή χωρίς επιφύλαξη που αφορά στην επικύρωση, την αποδοχή ή την έγκριση,

β) υπογραφή με επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης την οποία ακολουθεί επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση,

γ) προσχώρηση.

3. Η επικύρωση, η αποδοχή, η έγκριση ή η προσχώρηση συντελούνται με κατάθεση, για το σκοπό αυτόν, εγγράφου στο Γενικό Γραμματέα.

ΑΡΘΡΟ 18

1. Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ μετά από ενενήντα μέρες από την ημερομηνία υπογραφής της Σύμβασης χωρίς επιφύλαξη που να αφορά στην επικύρωση, την αποδοχή ή την έγκριση, ή της κατάθεσης κάποιου εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης δεκαπέντε Κρατών.

2. Για Κράτος που καταθέτει κάποιο έγγραφο επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης της παρούσας Σύμβασης ή προσχώρησης σε αυτή μετά από την εκπλήρωση των όρων που διέπουν τη θέση σε ισχύ αυτής της Σύμβασης, η επικύρωση, η αποδοχή, η έγκριση ή η προσχώρηση θα τεθεί σε ισχύ ενενήντα μέρες μετά από την ημερομηνία της κατάθεσης.

ΑΡΘΡΟ 19

1. Οποιοδήποτε από τα Συμβαλλόμενα Κράτη, μπορεί να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση οποτεδήποτε μετά από πάροδο ενός έτους από την ημέρα που θα τεθεί σε ισχύ για το Κράτος αυτό η παρούσα Σύμβαση.

2. Η καταγγελία θα συντελείται με κατάθεση εγγράφου καταγγελίας στο Γενικό Γραμματέα.

3. Η καταγγελία θα έχει αποτέλεσμα μετά από πάροδο ενός έτους από την ημέρα λήψης του οργάνου καταγγελίας από το Γενικό Γραμματέα ή από την τελευταία ημέρα της μεγαλύτερης προθεσμίας η οποία αναφέρεται στο έγγραφο αυτό.

ΑΡΘΡΟ 20

1. Ο Οργανισμός μπορεί να συγκαλέσει σε διάσκεψη για αναθεώρηση ή τροποποίηση της παρούσας Σύμβασης.

2. Ο Γενικός Γραμματέας συγκαλεί σε διάσκεψη τα Συμβαλλόμενα στην παρούσα Σύμβαση Κράτη για να αναθεωρήσουν ή να τροποποιήσουν τη Σύμβαση, με αίτηση του ενός τρίτου από τα Συμβαλλόμενα Κράτη ή δέκα Συμβαλ-

λόμενων Κρατών, εφόσον ο τελευταίος αυτός αριθμός είναι μεγαλύτερος.

3. Κάθε έγγραφο επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης που θα κατετίθετο μετά από την ημερομηνία θέσης σε ισχύ τροποποίησης της παρούσας Σύμβασης θεωρείται ότι εφαρμόζεται στην παρούσα Σύμβαση όπως αυτή τροποποιήθηκε.

ΑΡΘΡΟ 21

1. Η παρούσα Σύμβαση κατατίθεται στο Γενικό Γραμματέα.

2. Ο Γενικός Γραμματέας:

α) Θα γνωστοποιεί προς τα Κράτη που έχουν υπογράψει την παρούσα Σύμβαση ή έχουν προσχωρήσει σ' αυτήν, καθώς και σε όλα τα Μέλη του Οργανισμού:

i) Κάθε νέα υπογραφή ή κάθε νέα κατάθεση εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης και την ημερομηνία αυτής της υπογραφής ή κατάθεσης.

ii) Την ημερομηνία κατά την οποία η παρούσα Σύμβαση τίθεται σε ισχύ.

iii) Κάθε κατάθεση εγγράφου καταγγελίας της παρούσας Σύμβασης, καθώς και την ημερομηνία της λήψης αυτής και την ημερομηνία κατά την οποία η καταγγελία θα έχει αποτέλεσμα.

iv) Τη λήψη οποιασδήποτε δήλωσης ή γνωστοποίησης που γίνεται δυνάμει της παρούσας Σύμβασης.

β) Διαβιβάζει τα επικυρωμένα αντίγραφα της παρούσας Σύμβασης σε όλα τα Κράτη που έχουν υπογράψει αυτήν ή έχουν προσχωρήσει σε αυτή.

3. Αμέσως μόλις η παρούσα Σύμβαση τεθεί σε ισχύ, επικυρωμένο αντίγραφό της θα διαβιβασθεί από το Θεματοφύλακα προς το Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών με την καταχώρισή της στα μητρώα και τη δημοσίευσή της σύμφωνα με το Άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

ΑΡΘΡΟ 22

Η παρούσα Σύμβαση έγινε στην αγγλική, αραβική, κινεζική, ισπανική, γαλλική και ρωσική γλώσσα, και όλα τα κείμενα είναι εξ ίσου αυθεντικά, σε ένα μόνο αντίτυπο.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΠΙΟ ΠΑΝΩ, οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, που έχουν αρμόδια εξουσιοδοτηθεί γι' αυτό από τις Κυβερνήσεις τους, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

ΕΓΙΝΕ ΣΤΗ ΡΩΜΗ στις 10 Μαρτίου 1988.

PROTOCOLE POUR LA REPRESSION D'ACTES ILLICITES CONTRE LA SECURITE DES PLATES-FORMES FIXES SITUEES SUR LE PLATEAU CONTINENTAL

Les Etats Parties au présent Protocole,

ETANT PARTIES à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime,

RECONNAISSANT que les raisons pour lesquelles la Convention a été élaborée s'appliquent également aux plates-formes fixes situées sur le plateau continental,

TENANT COMPTE des dispositions de ladite Convention,

AFFIRMANT que les questions qui ne sont pas réglementées par le présent Protocole continueront d'être régies par les règles et principes du droit international général,

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

1 Les dispositions des articles 5 et 7 et celles des articles 10 à 16 de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (ci-après dénommée "la Convention") s'appliquent également *mutatis mutandis* aux infractions prévues à l'article 2 du présent Protocole lorsque ces infractions sont commises à bord ou à l'encontre de plates-formes fixes situées sur le plateau continental.

2 Dans les cas où le présent Protocole n'est pas applicable conformément au paragraphe 1, ses dispositions sont toutefois applicables si l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire d'un Etat Partie autre que l'Etat dans les eaux intérieures ou dans la mer territoriale duquel la plate-forme fixe est située.

3 Aux fins du présent Protocole, "plate-forme fixe" désigne une île artificielle, une installation ou un ouvrage attaché en permanence au fond de la mer aux fins de l'exploration ou de l'exploitation de ressources ou à d'autres fins économiques.

ARTICLE 2

1 Commet une infraction pénale toute personne qui illicitement et intentionnellement :

a) s'empare d'une plate-forme fixe ou en exerce le contrôle par violence ou menace de violence; ou

b) accomplit un acte de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'une plate-forme fixe, si cet acte est de nature à compromettre la sécurité de la plate-forme; ou

c) détruit une plate-forme fixe ou lui cause des dommages qui sont de nature à compromettre sa sécurité; ou

d) place ou fait placer sur une plate-forme fixe, par quelque moyen que ce soit, un dispositif ou une substance propre à détruire la plate-forme fixe ou de nature à compromettre sa sécurité; ou

e) blesse ou tue toute personne, lorsque ces faits présentent un lien de connexité avec l'une des infractions prévues aux alinéas a) à d), que celle-ci ait été commise ou tentée.

2 Commet également une infraction pénale toute personne qui :

a) tente de commettre l'une des infractions prévues au paragraphe 1; ou

b) incite une autre personne à commettre l'une de ces infractions, si l'infraction est effectivement commise, ou est de toute autre manière le complice de la personne qui commet une telle infraction; ou

c) menace de commettre l'une quelconque des infractions prévues aux alinéas b) et c) du paragraphe 1, si cette menace est de nature à compromettre la sécurité de la plate-forme fixe, ladite menace étant ou non assortie, selon la législation nationale, d'une condition visant à contraindre une personne physique ou morale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque.

ARTICLE 3

1 Tout Etat Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article 2 quand l'infraction est commise :

a) à l'encontre ou à bord d'une plate-forme fixe alors qu'elle se trouve sur le plateau continental de cet Etat; ou

b) par un ressortissant de cet Etat.

2 Un Etat Partie peut également établir sa compétence aux fins de connaître de l'une quelconque de ces infractions :

a) lorsqu'elle est commise par une personne apatride qui a sa résidence habituelle dans cet Etat;

b) lorsque, au cours de sa perpétration, un ressortissant de cet Etat est retenu, menacé, blessé ou tué; ou

c) lorsqu'elle est commise dans le but de contraindre cet Etat à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir.

3 Tout Etat Partie qui a établi sa compétence pour les cas visés au paragraphe 2 le notifie au Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (dénommé ci-après "le Secrétaire général"). Si ledit Etat Partie abroge ensuite cette législation, il le notifie au Secrétaire général.

4 Tout Etat Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article 2 dans les cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas vers l'un quelconque des Etats Parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

5 Le présent Protocole n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément à la législation nationale.

ARTICLE 4

Aucune disposition du présent Protocole n'affecte de quelque façon que ce soit les règles du droit international concernant les plates-formes fixes situées sur le plateau continental.

ARTICLE 5

1 Le présent Protocole est ouvert le 10 mars 1988 à Rome et, du 14 mars 1988 au 9 mars 1989, au Siège de l'Organisation maritime internationale (dénommée ci-après "l'Organisation"), à la signature de tout Etat qui a signé la Convention. Il reste ensuite ouvert à l'adhésion.

2 Les Etats peuvent exprimer leur consentement à être liés par le présent Protocole par :

a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou

b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

c) adhésion.

3 La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

4 Seul un Etat qui a signé la Convention sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation ou qui a ratifié, accepté, approuvé la Convention ou y a adhéré, peut devenir Partie au présent Protocole.

ARTICLE 6

1 Le présent Protocole entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle trois Etats ont, soit signé le Protocole sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit déposé un

instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Toutefois, le présent Protocole ne peut entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur de la Convention.

2 Pour un Etat qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Protocole ou d'adhésion à celui-ci après que les conditions régissant son entrée en vigueur ont été remplies, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prend effet quatre-vingt-dix jours après la date du dépôt.

ARTICLE 7

1 Le présent Protocole peut être dénoncé par l'un quelconque des Etats Parties à tout moment après l'expiration d'une période de un an à compter de la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur à l'égard de cet Etat.

2 La dénonciation s'effectue au moyen du dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général.

3 La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général a reçu l'instrument de dénonciation ou à l'expiration de tout délai plus long énoncé dans cet instrument.

4 Une dénonciation de la Convention par un Etat Partie est réputée être une dénonciation du présent Protocole par cette Partie.

ARTICLE 8

1 Une conférence peut être convoquée par l'Organisation en vue de réviser ou de modifier le présent Protocole.

2 Le Secrétaire général convoque une conférence des Etats Parties au présent Protocole pour réviser ou modifier le Protocole, à la demande d'un tiers des Etats Parties ou de cinq Etats Parties, si ce dernier chiffre est plus élevé.

3 Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur d'un amendement au présent Protocole est réputé s'appliquer au Protocole tel que modifié.

ARTICLE 9

1 Le présent Protocole est déposé auprès du Secrétaire général.

2 Le Secrétaire général :

a) informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré ainsi que tous les Membres de l'Organisation :

i) de toute nouvelle signature ou de tout dépôt d'un nouvel instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que de leur date;

ii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;

iii) du dépôt de tout instrument de dénonciation du présent Protocole ainsi que de la date à laquelle il a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

iv) de la réception de toute déclaration ou notification faite en vertu du présent Protocole ou de la Convention, concernant le présent Protocole;

b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les Etats qui l'ont signé ou qui y ont adhéré.

3 Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, une copie certifiée conforme en est transmise par le Dépositaire au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour être enregistrée et publiée conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 10

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature au présent Protocole.

FAIT A ROME ce dix mars mil neuf cent quatre-vingt-huit.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΑΤΑΣΤΟΛΗ ΠΑΡΑΝΟΜΩΝ ΠΡΑΞΕΩΝ ΚΑΤΑ ΤΗΣ ΑΣΦΑΛΕΙΑΣ ΤΩΝ ΣΤΑΘΕΡΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ ΣΤΗΝ ΥΦΑΛΟΚΡΗΠΙΔΑ

Τα Κράτη Μέρη στο παρόν Πρωτόκολλο,

ΗΔΗ ΜΕΡΗ στη Σύμβαση περί καταστολής παράνομων πράξεων κατά της ασφάλειας της ναυσιπλοΐας,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι οι λόγοι για τους οποίους καταρτίστηκε η Σύμβαση ισχύουν και για τις σταθερές εγκαταστάσεις στην υφαλοκρηπίδα,

ΛΑΜΒΑΝΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ τις διατάξεις της εν λόγω Σύμβασης,

ΒΕΒΑΙΩΝΟΝΤΑΣ ότι τα ζητήματα που δεν ρυθμίζονται από το παρόν Πρωτόκολλο θα συνεχίσουν να διέπονται από τους κανόνες και τις αρχές του γενικού διεθνούς δικαίου,

ΣΥΝΟΜΟΛΟΓΟΥΝ τα εξής:

ΑΡΘΡΟ ΠΡΩΤΟ

1. Οι διατάξεις των άρθρων 5 και 7 και αυτές των άρθρων 10 έως 16 της Σύμβασης για την καταστολή παράνομων πράξεων κατά της ασφάλειας της ναυσιπλοΐας (που θα καλείται εφεξής "η Σύμβαση") εφαρμόζονται τηρουμένων των αναλογιών (mutatis mutandis) και στις προβλεπόμενες στο άρθρο 2 του παρόντος Πρωτοκόλλου παραβάσεις όταν οι παραβάσεις αυτές διαπράττονται επί ή κατά σταθερών εγκαταστάσεων στην υφαλοκρηπίδα.

2. Στις περιπτώσεις που το παρόν Πρωτόκολλο δεν είναι εφαρμόσιμο, σύμφωνα με την παράγραφο 1, οι διατάξεις του είναι εν τούτοις εφαρμόσιμες εάν ο δράστης ή ο εικαζόμενος δράστης της παράβασης ανακαλύπτεται επί του εδάφους ενός Κράτους Μέρους άλλου από το Κράτος στα εσωτερικά ύδατα ή στη χωρική θάλασσα του οποίου ευρίσκεται η σταθερή εγκατάσταση.

3. Για τους σκοπούς του παρόντος Πρωτοκόλλου, "σταθερή εγκατάσταση" σημαίνει τεχνητό νησί, μόνιμη εγκατάσταση ή έργο που έχει τη βάση του στο βυθό της θάλασσας και που έχει ως σκοπό την έρευνα ή την εκμετάλλευση των πλουτοπαραγωγικών πηγών ή άλλους οικονομικούς σκοπούς.

ΑΡΘΡΟ 2

Διαπράττει ποινική παράβαση κάθε πρόσωπο που παράνομα και σκόπιμα:

α) καταλαμβάνει σταθερή εγκατάσταση ή ασκεί έλεγχο επ' αυτής δια βίας ή απειλής βίας, ή

β) προβαίνει σε πράξη βίας κατά προσώπου που ευρίσκεται επί μιας σταθερής εγκατάστασης, εάν η πράξη αυτή είναι φύσης που να θέτει σε κίνδυνο την ασφάλεια εγκατάστασης, ή

γ) καταστρέφει τη σταθερή εγκατάσταση ή προξενεί σε αυτή βλάβη από την οποία δύναται να προκύψει κίνδυνος στην ασφάλεια αυτής, ή

δ) τοποθετεί ή προκαλεί την με οιονδήποτε τρόπο τοποθέτηση επί σταθερής εγκατάστασης συσκευής ή ουσίας, η οποία δυνατό να καταστρέψει τη σταθερή εγκατάσταση ή να θέσει σε κίνδυνο την ασφάλειά της, ή

ε) τραυματίζει ή φονεύει κάθε πρόσωπο, όταν τα γεγονότα αυτά συνδέονται με μια από τις προβλεπόμενες στα εδάφια α) έως δ) παραβάσεις, ανεξαρτήτως του αν αυτή διαπράχθηκε ή υπήρξε απόπειρα διαπράξεως αυτής.

2. Τελεί ποινική παράβαση επίσης κάθε πρόσωπο που:

α) αποπειράται να τελέσει μια από τις προβλεπόμενες στην παράγραφο 1 παραβάσεις,

β) παρακινεί άλλο πρόσωπο να τελέσει μια από αυτές τις παραβάσεις, εάν η παράβαση πράγματι τελείται, ή εάν είναι καθ' οιονδήποτε τρόπο συνεργός του προσώπου που τελεί τέτοια παράβαση, ή

γ) απειλεί ότι θα τελέσει μια οιαδήποτε εκ των προβλεπόμενων στα εδάφια β) και γ) της παραγράφου 1 παραβάσεων, εάν η απειλή αυτή είναι φύσης που να θέτει σε κίνδυνο την ασφάλεια της σταθερής εγκατάστασης, ανεξαρτήτως του εάν η εν λόγω απειλή συνδυάζεται ή όχι σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία, με μέτρο που αποβλέπει στην παρεμπόδιση φυσικού ή νομικού προσώπου να τελέσει ή να απέχει της τέλεσης μιας τέτοιας πράξης.

ΑΡΘΡΟ 3

1. Κάθε Κράτος Μέρος παίρνει τα αναγκαία μέτρα για την ενάσκηση της δικαιοδοσίας του επί των παραβάσεων που προβλέπονται στο άρθρο 2 όταν η παράβαση τελείται:

α) κατά ή επί σταθερής εγκατάστασης όταν αυτή ευρίσκεται στην υφαλοκρηπίδα του Κράτους αυτού, ή

β) από υπήκοο του Κράτους αυτού.

2. Ένα Κράτος Μέρος μπορεί επίσης να ενασκήσει τη δικαιοδοσία του επί μιας οιασδήποτε των παραβάσεων αυτών:

α) όταν αυτή τελείται υφ' ενός απάτριδος προσώπου το οποίο έχει τη συνήθη διαμονή του στο Κράτος αυτό,

β) όταν, κατά το χρόνο διάπραξής της, κρατείται, απειλείται, τραυματίζεται ή φονεύεται υπήκοος του Κράτους αυτού, ή

γ) όταν διαπράττεται με σκοπό να εμποδίσει το Κράτος αυτό να τελέσει οιαδήποτε πράξη ή να απέχει αυτής.

3. Κάθε Κράτος Μέρος που καθιέρωσε τη δικαιοδοσία του για τις αναφερόμενες στην παράγραφο 2 περιπτώσεις κοινοποιεί τούτο στο Γενικό Γραμματέα του Διεθνούς Ναυτιλιακού Οργανισμού (που θα καλείται εφεξής "ο Γενικός Γραμματέας"). Εάν το εν λόγω Κράτος Μέρος καταργήσει στη συνέχεια τη νομοθεσία αυτήν κοινοποιεί τούτο στο Γενικό Γραμματέα.

4. Κάθε Κράτος Μέρος παίρνει τα αναγκαία μέτρα για την ενάσκηση της δικαιοδοσίας του επί των προβλεπόμενων στο άρθρο 2 παραβάσεων στις περιπτώσεις που ο εικαζόμενος δράστης της παράβασης ευρίσκεται επί του εδάφους του και δεν τον εκδίδει σε ένα εκ των Κρατών Μερών που έχουν καθιερώσει τη δικαιοδοσία τους σύμφωνα με τις παραγράφους 1 και 2 του παρόντος άρθρου.

5. Το παρόν Πρωτόκολλο δεν αίρει ουδεμία ποινική δικαιοδοσία που ενασκείται σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία.

ΑΡΘΡΟ 4

Ουδεμία διάταξη του παρόντος Πρωτοκόλλου και κατ' ουδένα τρόπο επηρεάζει τους κανόνες του διεθνούς δικαίου περί σταθερών εγκαταστάσεων στην υφαλοκρηπίδα.

ΑΡΘΡΟ 5

1. Το παρόν Πρωτόκολλο θα είναι ανοικτό προς υπογραφή υφ' όλων των Κρατών που υπέγραψαν τη Σύμβαση στις 10 Μαρτίου 1988 στη Ρώμη και, από τις 14 Μαρτίου 1988 έως

τις 9 Μαρτίου 1989, στην Έδρα του Διεθνούς Ναυτιλιακού Οργανισμού (που θα καλείται εφεξής "ο Οργανισμός"). Θα παραμείνει στη συνέχεια ανοικτό για την προσχώρηση.

2. Τα Κράτη μπορούν να εκφράσουν τη συγκατάθεσή τους να συνδεθούν με το παρόν Πρωτόκολλο με:

α) υπογραφή χωρίς επιφύλαξη ως προς την επικύρωση, την αποδοχή ή την έγκριση, ή

β) υπογραφή με επιφύλαξη ως προς την επικύρωση, την αποδοχή ή την έγκριση, που ακολουθείται από επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση, ή

γ) προσχώρηση.

3. Η επικύρωση, η αποδοχή, η έγκριση ή η προσχώρηση πραγματοποιούνται με τη κατάθεση για το σκοπό αυτόν ενός οργάνου παρά το Γενικό Γραμματέα.

4. Μόνο τα Κράτη που έχουν υπογράψει τη Σύμβαση χωρίς επιφύλαξη ως προς την επικύρωση, την αποδοχή ή την έγκριση που έχουν επικυρώσει, αποδεχθεί, εγκρίνει τη Σύμβαση ή έχουν προσχωρήσει σε αυτή, δύνανται να γίνουν Μέρη στο παρόν Πρωτόκολλο.

ΑΡΘΡΟ 6

1. Το παρόν Πρωτόκολλο τίθεται σε ισχύ μετά ενενήντα ημέρες από την ημερομηνία κατά την οποία τρία Κράτη, είτε θα υπογράψουν το Πρωτόκολλο χωρίς επιφύλαξη ως προς την επικύρωση, την αποδοχή ή την έγκριση, είτε θα καταθέσουν ένα όργανο επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

Πάντως, το παρόν Πρωτόκολλο δεν δύναται να τεθεί σε ισχύ πριν από τη θέση σε ισχύ της Σύμβασης.

2. Για ένα Κράτος που καταθέτει ένα όργανο επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης του παρόντος Πρωτοκόλλου ή προσχώρησης σε αυτό αφού θα έχουν τηρηθεί οι προϋποθέσεις που διέπουν τη θέση σε ισχύ αυτού, η επικύρωση, η αποδοχή, η έγκριση ή η προσχώρηση θα έχει αποτέλεσμα την ενενηκοστή ημέρα από της ημερομηνίας κατάθεσης.

ΑΡΘΡΟ 7

1. Το παρόν Πρωτόκολλο δύναται να καταγγελθεί ανά πάσα στιγμή από οιοδήποτε Κράτος εκ των Κρατών Μερών μετά τη λήξη μιας περιόδου ενός χρόνου από της ημέρας θέσης σε ισχύ του παρόντος Πρωτοκόλλου έναντι του Κράτους αυτού.

2. Η καταγγελία πραγματοποιείται με την κατάθεση παρά το Γενικό Γραμματέα ενός οργάνου καταγγελίας.

3. Η καταγγελία θα έχει αποτέλεσμα μετά πάροδο ενός έτους από της ημέρας λήψεως του οργάνου καταγγελίας υπό του Γενικού Γραμματέα ή μετά τη λήξη κάθε μεγαλύτερης προθεσμίας, που αναφέρεται στο όργανο αυτό.

4. Καταγγελία της Σύμβασης εκ μέρους ενός Κράτους Μέρους εκλαμβάνεται ως καταγγελία υπό του Μέρους αυτού του παρόντος Πρωτοκόλλου.

ΑΡΘΡΟ 8

1. Ο Οργανισμός δύναται να συγκαλεί σύνοδο για αναθεώρηση ή τροποποίηση του παρόντος Πρωτοκόλλου.

2. Ο Γενικός Γραμματέας συγκαλεί σύνοδο των Κρατών Μερών στο παρόν Πρωτόκολλο για να αναθεωρήσουν ή να τροποποιήσουν το Πρωτόκολλο εάν αυτό ζητηθεί από το εν τρίτο των Κρατών Μερών ή από πέντε Κράτη Μέρη, εάν ο τελευταίος αυτός αριθμός είναι μεγαλύτερος.

3. Κάθε όργανο επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης που κατατίθεται μετά την ημέρα θέσης σε ισχύ μιας τροπολογίας στο παρόν Πρωτόκολλο θεωρείται ότι εφαρμόζεται στο Πρωτόκολλο, όπως αυτό τροποποιήθηκε.

ΑΡΘΡΟ 9

Το παρόν Πρωτόκολλο κατατίθεται στο Γενικό Γραμματέα.

Ο Γενικός Γραμματέας:

α) ενημερώνει όλα τα Κράτη, που έχουν υπογράψει το παρόν Πρωτόκολλο ή έχουν προσχωρήσει σε αυτό, καθώς και όλα τα Μέλη του Οργανισμού:

1) για κάθε νέα υπογραφή ή κάθε κατάθεση ενός νέου οργάνου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, καθώς και για τις ημερομηνίες αυτών,

2) για την ημερομηνία θέσης σε ισχύ του παρόντος Πρωτοκόλλου,

3) για την κατάθεση κάθε οργάνου καταγγελίας του παρόντος Πρωτοκόλλου και για την ημερομηνία λήψης του, καθώς και για την ημερομηνία θέσης σε ισχύ της καταγγελίας,

4) για τη λήψη κάθε δήλωσης ή κοινοποίησης που γίνεται δυνάμει του παρόντος Πρωτοκόλλου ή της Σύμβασης που αφορά στο παρόν Πρωτόκολλο,

β) διαβιβάζει ακριβή αντίγραφα του παρόντος Πρωτοκόλλου, ένα ακριβές αντίγραφο διαβιβάζεται από το Θεματοφύλακα στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών για να καταχωρισθεί και να δημοσιευθεί σύμφωνα με το Άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

ΑΡΘΡΟ 10

Το παρόν Πρωτόκολλο έγινε σε ένα πρωτότυπο αντίτυπο στην αγγλική, αραβική, κινεζική, ισπανική, γαλλική και ρωσσική, αμφοτέρων των κειμένων όντων εξ ίσου αυθεντικών.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογραφόμενοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι υπό των αντίστοιχων Κυβερνήσεών τους, υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

ΣΥΝΕΤΑΧΘΗ ΣΤΗ ΡΩΜΗ σήμερα στις δέκα Μαρτίου χίλια εννιακόσια ογδόντα οκτώ.

Άρθρο δεύτερο

Η λήψη των απαιτούμενων μέτρων πρός αντιμετώπιση των εγκλημάτων των προβλεπόμενων στις διατάξεις του παρόντος νόμου στα πλοία, στις σταθερές εγκαταστάσεις στην υφαλοκρηπίδα και χερσαίους χώρους των λιμένων ασκείται από το Λιμενικό Σώμα, το οποίο εκπονεί και εφαρμόζει τα σχετικά σχέδια ασφάλειας για την αποτελεσματική υλοποίηση των οποίων οι λοιπές δημόσιες υπηρεσίες, και τα ν.π.δ.δ. οφείλουν να παρέχουν την αναγκαία συνδρομή και βοήθεια.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, των δε κυρουμένων κειμένων της Σύμβασης και του Πρωτοκόλλου, από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 18 και του άρθρου 6 αυτών αντίστοιχα.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 28 Δεκεμβρίου 1992

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΒΙΡΓ. ΤΣΟΥΔΕΡΟΥ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΑΝΝΑ ΨΑΡΟΥΔΑ-ΜΠΕΝΑΚΗ

ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 29 Δεκεμβρίου 1992

Η ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΝΝΑ ΨΑΡΟΥΔΑ-ΜΠΕΝΑΚΗ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση :	Καποδιστρίου 34	Οι Υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ**
Ταχ. Κώδικας:	104 32	
TELEX :	22.3211 YPET GR	λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.30'**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

- Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Σολωμού 51 τηλ.: 52.39.762
- ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
- Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
- Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ Καποδιστρίου 25 τηλ.: 52.25.713 – 52.49.547

- Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

- Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 60. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 100, από 17 έως 24 δρχ. 120

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 40 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531			Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512	
Η ετήσια συνδρομή είναι:			Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)	
α) Για το Τεύχος Α'	Δρχ.	13.000	Δρχ.	650
β) » » » Β'	»	23.000	»	1.150
γ) » » » Γ'	»	7.000	»	350
δ) » » » Δ'	»	22.000	»	1.100
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	»	15.000	»	750
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	»	7.000	»	350
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	»	4.000	»	200
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	»	7.000	»	350
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	»	2.000	»	100
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	»	50.000	»	2.500
ια) Για όλα τα Τεύχη	»	100.000	»	5.000

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ